

A propos d'un dossier du *Figaro Magazine* :

le point de vue de la Régionale d'Aix Marseille de l'APHG

Nous publions la réponse de la Régionale d'Aix –Marseille à la suite de la publication d'un dossier intitulé « Qui veut casser l'histoire de France ? » paru dans *le Figaro Magazine* des 24 et 25 août 2012. Disons que l'APHG est très attachée à la liberté d'expression et la liberté de la presse, un des fondements de notre République, que dans ce dossier beaucoup de carences et des décisions arbitraires ont été dénoncées par l'APHG comme la suppression de l'Histoire et de la Géographie en Terminales scientifiques. Mais *Le Figaro Magazine* ne mentionne pas l'action de notre Association. Et des amalgames sont tout à fait contestables et dangereux. D'autre part l'APHG n'a pas la même approche de l'Histoire de France. Elle a rappelé à plusieurs reprises lors de multiples interventions dans les media depuis le mois de juillet 2012 que l'Histoire de France doit être ouverte sur l'Europe et le monde, qu'elle ne doit pas être repliée sur elle-même, enfermée dans son pré carré, que la connaissance de civilisations extra-européennes permet de mieux comparer et comprendre les autres : l'introduction de la *Chine des Han* de 206 avant J.-C à 220 après J.C. ou de *l'Inde des Gupta* du IV^e au VI^e siècle en classe de 6^{ème}, de *Regards sur l'Afrique* (une civilisation de l'Afrique subsaharienne (au choix) ainsi que les grands courants d'échanges des marchandises, exemple le sel et l'or du Soudan, les esclaves ...) entre le VII^e et le XVI^e siècle en classe de 5^{ème} illustrent cette volonté d'ouverture. Ces études représentent 10% du temps (soit environ 3 heures) consacré à l'histoire.

Le temps consacré à au thème 4 « *vers la modernité, fin XV^e –XVII^e* » est de 40% dans l'année. L'émergence du « roi absolu » est d'environ 20%. Le professeur a la liberté pédagogique d'organiser sa progression. L'APHG y est très attachée.

L'APHG critique depuis longtemps et l'a dénoncé auprès des instances ministérielles **l'horaire** attribué au collège (environ 1 heure par semaine de la 6^{ème} à la 4^{ème}) ce que les media ne disent pratiquement jamais .L'APHG a demandé à plusieurs reprises au ministère de nous donner plus de temps. Dans le but d'alléger le programme de 5^{ème} et de faciliter des comparaisons elle a aussi proposé que l'Islam soit enseigné avec les deux autres monothéismes : le judaïsme et le christianisme en classe de 6^{ème}.

Enfin l'étude des *traites négrières et de l'esclavage* en 4^{ème} s'impose pleinement. Rappelons que cette étude figurait dans les manuels d'autrefois mais que la recherche scientifique a renouvelé son approche, que la demande légitime des populations africaines, antillaises, réunionnaises des de reconnaissance d'un crime contre l'humanité justifie pleinement sa présence dans les programmes d'histoire.

L'APHG s'est prononcé contre la présence de la *Maison d'Histoire de France* aux *Archives nationales* et se réjouit que ce projet ait été abandonné. Il existe déjà un musée d'Histoire aux Archives nationales qui doit être développé. Les dernières expositions qui ont remporté un grand succès prouvent que le **Musée des Archives nationales est celui de la Nation toute entière.**

Enfin l'APHG est très attachée à *la Cité nationale de l'histoire de l'immigration*. Bernard Phan fait partie de son Conseil scientifique. L'APHG a participé à des débats, des tables rondes.

Paris le 27 octobre 2012 , La Rédaction de la revue *Historiens et Géographe*

Réponse au *Figaro* du bureau de la régionale d'Aix-Marseille (APHG) :

Caricature, amalgame, récupération.

Dans *le Figaro Magazine* du 24 août 2012 est publié sous la signature de Jean Sévillia un article au titre accrocheur « Qui veut casser l'histoire de France ? » (*Figaro Magazine* 24/08/12), accompagné de la promotion de trois ouvrages critiquant les méthodes et les programmes actuels de l'enseignement de l'histoire (« *Ils ont tué l'histoire-géo* » de Laurent Wetzel, « *L'histoire fabriquée, ce qu'on ne vous a pas dit à l'école* » de Vincent Badré, « *L'histoire de France interdite* » de Dimitri Casali), dont les intitulés en résument la teneur.

Le bureau de la Régionale d'Aix-Marseille ne peut que s'interroger sur l'honnêteté de cet article. Celui-ci s'appuie sur les légitimes inquiétudes voire indignations des enseignants, des parents d'élèves et élèves au sujet de la suppression de l'enseignement obligatoire de l'histoire-géographie en terminale S et sur la légitime contestation des nouveaux programmes de première, pour distiller des propos au contenu idéologique nauséabond qui rappelle des torchons racistes et xénophobes des années trente, et plus proche de nous, le « débat sur l'identité nationale » : sacrifier l'histoire de France (le « roman national ») au nom du multiculturalisme, « sacrifier notre patrimoine historique au nom de la repentance et du politiquement correct » (Dimitri Casali) et dans un raccourci insidieux, « sacrifier la Maison de l'histoire de France pour relancer la Cité internationale de l'histoire de l'immigration » (Jean Sévillia) !

L'APHG a mené le combat (Etats généraux et Manifeste) pour le rétablissement de l'enseignement obligatoire de l'histoire géographie en terminale scientifique (elle se félicite de son rétablissement), pour la refonte des programmes du primaire à l'université, pour le rétablissement d'horaires d'enseignement décents, pour le rétablissement d'une véritable formation initiale et continue des enseignants, pour la liberté pédagogique des enseignants dans la mise en œuvre des programmes, revendications qu'elle a rappelées lors de son audience auprès de cabinet de Ministre de l'Éducation nationale le 18 juin 2012.

Le bureau ne peut admettre les critiques caricaturales et mensongères, les amalgames, récupérations et détournements contenus dans cet article.

Prise de position adoptée par le Bureau de la Régionale de l'APHG d'Aix-Marseille,

Marseille , mercredi 12 septembre 2012